

Ford Blanquefort: Hamon prône la “nationalisation temporaire”



© Benoit Hamon, ce lundi 4 mars à Blanquefort.

Le fondateur de Générations, Benoît Hamon, a prôné lundi la "nationalisation temporaire" de l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, menacée de fermeture.

Par Candice Olivari Publié le 04/03/2019 à 14:10

"Il existe des solutions et parmi elles évidemment celle de la nationalisation temporaire, qui est l'instrument par lequel on pourrait orienter le programme industriel de ce site vers les grands enjeux sur lesquels les constructeurs automobiles français se sont engagés avec l'Etat, à savoir ceux de la transition écologique et des véhicules propres", a affirmé M. Hamon aux médias devant cette usine qui fabrique des boîtes de vitesse.

"La nationalisation temporaire, l'Italie et l'Allemagne l'ont fait. Il n'y a que la France qui s'interdit cela", a déploré M. Hamon, alors que l'administration doit se prononcer dans la journée sur la validité du plan social de Ford, censé accompagner la fermeture de l'entreprise employant quelque 580 personnes.

"On ne peut pas dire d'un côté qu'on implique les constructeurs automobiles dans un projet industriel, avec du capital public dans Renault et la BPI (ndlr: Banque publique d'investissement) au capital de Peugeot, et ne pas demander à ces entreprises de se positionner sur le carnet de commandes du futur site de Blanquefort, aux côtés de l'Etat s'il nationalise temporairement ce site", a-t-il expliqué.

"C'est assez incroyable, j'entends (le ministre de l'Economie Bruno) Le Maire dire que l'Etat n'a pas vocation à faire des boîtes de vitesse mais j'observe qu'avec la Caisse des Dépôts, l'Etat est présent au capital de Danone. On fait bien des yaourts, donc on peut bien faire des boîtes de vitesse!", a-t-il lancé.

► Voyez le reportage dans lequel sont interviewés Benoît Hamon (Mouvement Génération-s), Philippe Poutou (Secrétaire syndical CGT Ford-Blanquefort) et Gilles Lambersand (Secrétaire CE Ford-Balquefort) :

Ford Blanquefort: Hamon prône la "nationalisation temporaire"

Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a annoncé dimanche avoir demandé 20 millions d'euros au constructeur automobile américain Ford pour "réindustrialiser" le site de l'usine de Blanquefort (Gironde) sur le point de fermer, une annonce qualifiée par la CGT-Ford de "posture combative" du gouvernement pour masquer son "impuissance".

Dans un entretien au Parisien Dimanche, M. Le Maire annonce avoir "demandé à Ford qu'il affecte 20 millions d'euros à la réindustrialisation du territoire. Ils se sont engagés à revenir vers nous en début de semaine".

Samedi, la secrétaire d'État à l'Économie Agnès Pannier-Runacher avait déjà déclaré que le gouvernement français était en mesure de peser sur Ford pour le pousser à investir "plusieurs millions" d'euros pour garantir la reconversion de son usine de Blanquefort.

Vendredi à Bordeaux, le président de la République Emmanuel Macron avait assuré que l'Etat allait "forcer" Ford à payer pour la revitalisation du site de l'usine.

L'usine, qui emploie 850 personnes, doit fermer à l'été après l'écent refus par le constructeur automobile de la dernière offre du seul repreneur en lice, le strasbourgeois Punch Powerglide.

L'administration, via la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) doit rendre d'ici lundi soir son avis officiel sur le plan de sauvegarde de l'emploi de Ford. Une première mouture de ce PSE, présentée en décembre, avait été retoquée par la Direccte le 28 janvier.

"Il faut que le plan social soit généreux et solide. Ford doit aussi prendre à sa charge la dépollution", a affirmé M. Le Maire.

Ford avait annoncé en février 2018 son intention de se désengager de cette usine implantée en 1972 aux portes de la capitale girondine, et qui compta, autour de l'an 2000 jusqu'à 3.600 salariés.

Philippe Poutou, délégué CGT de Ford-Blanquefort et ancien candidat à l'élection présidentielle, a estimé dimanche que depuis l'annonce du retrait de Ford il y a un an, "l'Etat, les pouvoirs publics se sont montrés impuissants, sans moyens de contraindre Ford en quoique ce soit. Alors est-ce pour faire oublier ce triste constat que le gouvernement adopte cette posture combative ?", se demande-t-il.

Pour le syndicaliste, il n'y a "strictement rien de nouveau" dans les propos du ministre, de la secrétaire d'Etat, ou du président Macron ces derniers jours. "Depuis le début, Ford sait qu'il y a une convention de revitalisation du territoire à signer après le PSE, Ford sait très bien qu'il y a le démantèlement et la dépollution à payer. C'est d'ailleurs certainement déjà "budgétisé".

"Si l'intention de l'Etat est vraiment de sauver l'usine et ses emplois, s'il veut concrètement ré-industrialiser le site", poursuit M. Poutou, il doit "se donner les moyens d'agir efficacement maintenant: ne pas valider le PSE pour bloquer Ford et la contraindre à "négocier" vraiment quelque chose". Et "surtout, prendre le contrôle de l'usine, réquisitionner le parc machines".